

APRES LE PASSAGE EN FORCE À L'ASSEMBLÉE, IMPOSONS AU GOUVERNEMENT LA CENSURE DE LA RUE !

BULLETIN NPA PSA POISSY

26 MAI 2016

Alors que l'immense majorité de la population est opposée à la Loi El Khomri, Hollande et Valls ont décidé de passer en force, en recourant à l'article 49-3 de la Constitution, pour faire adopter la loi travail sans vote. Eux qui étaient farouchement opposés à l'utilisation de cet article à l'époque où ils étaient dans l'opposition, dénoncée par Hollande comme « *une brutalité* » et « *un déni de démocratie* », ils s'arrogent le droit d'y recourir sous prétexte qu'ils sauraient mieux que nous ce qui est bon et juste !

Quant à la plupart des députés « frondeurs » et écologistes, ils ont choisi de laisser passer le texte plutôt que de voter la motion de censure et la démission du gouvernement, sous prétexte de ne pas mêler leurs voix à celles de la droite. Ils n'ont pourtant pas eu les mêmes états d'âme en mêlant leurs voix à celles de la droite pour prolonger l'état d'urgence jusqu'en juillet !

Nous pouvons gagner !

Parce que le texte est loin d'être définitivement adopté. Il doit maintenant être examiné par le Sénat, où la droite va jouer la surenchère, avant de revenir devant l'Assemblée.

Hollande a beau fanfaronner sur Europe 1 en affirmant que « *cette loi, elle va passer, je ne céderai pas* », nous pouvons encore gagner. Il y a 10 ans, en 2006, le gouvernement De Villepin avait retiré le Contrat Première Embauche (CPE) alors que le projet avait été définitivement adopté et après avoir utilisé le 49-3.

Tout va dépendre du niveau de la mobilisation, du nombre de salariéEs et de jeunes qui vont encore descendre dans la rue et faire grève pour durcir le mouvement.

Sans aucune hésitation : dégageons le gouvernement et sa loi.

Il utilise la violence policière pour intimider, diviser et réprimer les manifestantEs. Il criminalise les opposantEs en les poursuivant et les condamnant à de lourdes peines. Il prétend interdire à certainEs le droit de manifester en s'appuyant sur l'État d'urgence, soi-disant instauré pour combattre le terrorisme, alors qu'il n'a rien de précis à leur reprocher.

Ce gouvernement n'est plus légitime, ni pour la population, ni même dans sa propre majorité. Il doit dégager par tous les moyens nécessaires !

L'enjeu des jours prochains est clair : renvoyer comme un boomerang à Hollande et Valls leur acharnement à passer en force en utilisant à la fois les mécanismes antidémocratiques de la Vème République et la violence policière.



Dans la foulée de l'État d'urgence, ils pensaient pouvoir tout se permettre. Ça ne passe pas. Le gouvernement n'a jamais été aussi faible et discrédité, le PS est en crise profonde. Cela offre au mouvement social la possibilité de gagner, d'arracher ce dont il a le plus besoin : une victoire, enfin !

L'épreuve de force, c'est maintenant !

Pour toutes celles et ceux qui refusent la « loi travail » – salariéEs du public et du privé, chômeurs-euses, précaires, lycéenNEs et étudiantEs – c'est le moment d'y aller toutes et tous ensemble.

On sait que les grèves de 24 heures, espacées dans le temps, comme l'ont proposé jusqu'à présent les directions syndicales, ne suffiront pas à faire reculer le gouvernement.

Après la journée de grèves et de manifestations des 17 et 19 mai, l'entrée en grève des cheminots, les appels à la grève reconductible dans plusieurs secteurs comme les pétroliers et dockers, seuls moyens pour taper le patronat au tiroir-caisse et accentuer la pression sur le gouvernement, la journée de grève appelée le jeudi 26 mai par l'intersyndicale doit être l'occasion de faire monter d'un cran la mobilisation, en se donnant l'objectif de parvenir à bloquer l'activité économique du pays.

Ce qui est bien à l'ordre du jour, c'est la construction d'un mouvement d'ensemble, d'une grève générale pour en finir avec la loi El Khomri, ce gouvernement et leur monde.

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec tracts, actus, infos, le site est essentiel à l'échange d'informations sur l'actualité des luttes dans notre secteur



UNE NOUVELLE MARQUE ... DANS LE PORTEFEUILLE DE CARLOS

Carlos Ghosn est un champion de monopoly industriel et financier. Nissan dont il est le PDG annonce qu'il va prendre le contrôle de l'entreprise automobile japonaise Mitsubishi.

L'ensemble multimarques Nissan, Renault, Autovaz et Mitsubishi représente 9,52 millions de voitures au touche touche dans le classement des grands groupes automobiles mondialisés avec Toyota, VAG et General Motors. L'égo et le portefeuille de Ghosn et quelques grands directeurs en sortent peut être regonflés mais on n'en a rien à battre de leur couse au top machin chose.

LES VENTES D'AUTOMOBILES NEUVES CONTINUENT D'AUGMENTER EN EUROPE.

Avec 9% de plus en avril 2016 et un volume de 1,3 million d'immatriculations, c'est le 32e mois consécutif de hausse enregistrée par le marché automobile européen. Mais si ce niveau, le plus élevé depuis avril 2008, n'a pas encore rattrapé son niveau d'avant crise, à la différence des Etats-Unis ou de la Chine, l'automobile d'Europe a cessé d'être le maillon faible de cette industrie mondialisée. Ce mois-ci, l'Italie est en hausse de 11,5% et l'Espagne de 21,2%.

Les affaires ont bien marché pour Renault qui a augmenté ses ventes de 8,2 % et qui est devenu en avril la deuxième marque vendue en Europe. PSA a lui aussi augmenté ses ventes de 5,6 %. Cette augmentation des ventes va entraîner augmentation des bénéfices et des profits. Pendant ce temps nos salaires restent bloqués et ils nous mijotent de nouveaux plans de compétitivité ... si on ne s'en mêle pas !

LES INDEMNITES CHOMAGE BIENTOT A LA BAISSÉ.

L'objectif des discussions actuelles entre syndicats et MEDEF est connu : réaliser 1,6 milliard d'économies comme le gouvernement s'y est déjà engagé. La négociation UNEDIC est d'emblée pipée.

Il y a trois façons de faire des économies pour l'assurance chômage : diminuer le nombre des chômeuses par la création d'emplois, augmenter les cotisations patronales ou bien baisser les allocations en montant et en durée d'indemnisation. Gouvernement et MEDF excluent les deux premières solutions. Il ne reste pour eux que les atteintes aux droits des sans emploi.

C'est avec la loi EL Khomeri la même politique de précarisation de l'emploi et nouveaux privilèges accordés au patronat. Le MEDEF fait monter les enchères en menaçant de ne plus participer aux négociations car il a obtenu l'essentiel du gouvernement sur les économies à réaliser. Les syndicats opposés à la loi El Khomeri n'ont rien à faire dans ces négociations truquées. Entre tractations de couloir et mobilisation pour le tous ensemble, il faut choisir !

LE PARLEMENT EUROPEEN A LA BOTTE DES MULTINATIONALES ... LE FRONT NATIONAL TOUT AUTANT

A entendre les discours de ses dirigeants, le Front National serait le parti qui défend les petits contre les puissants, les PME contre les multinationales du capitalisme « mondialisé ». Mais c'est au pied du mur qu'on voit le maçon. Le Parlement européen vient de voter à une majorité très forte une directive sur le secret des affaires qui

comble les vœux des multinationales (cf ci-dessus).

Tous les députés du front National présents dans l'hémicycle au moment du vote ont voté pour cette directive.

Un vote au service du grand capital, en compagnie des députés de droite et du PS. Un vote pour une directive qui va ensuite s'appliquer dans l'ensemble des pays européens. Alors même que les dirigeants du Front National ne cessent de rendre l'Europe responsable de tous nos maux. Leur vote sur le secret des affaires en dit long sur l'arnaque du discours officiel.

LES CASSEURS DES MANIFESTANTS

Quand une matraque se lève, c'est toujours contre celles et ceux qui se révoltent, jamais contre ceux qui les oppriment. À Paris, Rennes, Nantes, Grenoble, Strasbourg, Toulouse ... les violences policières contre les manifestants se multiplient. Par ses charges contre les manifestations intersyndicales et étudiantes, les gazages, matraquages et arrestations systématiques, la police multiplie les provocations. Relayé par les médias, Valls couvre cette répression sous prétexte de la présence de « casseurs ».

Certains de ces casseurs cagoulés sont même parfois protégés par la police, quand ce ne sont pas des policiers déguisés en casseurs comme le démontrent plusieurs images et témoignages. La manifestation de flics du 18 mai n'était qu'un écran de fumée. Répression et désinformation : les seules armes d'un gouvernement en difficulté pour tenter de casser le mouvement contre la loi travail.



FAISONS MONTER LA FIEVRE SOCIALE A 49-3 !

Quel point commun entre le 49-3 et l'auto-rémunération des Ghosn et Tavares ? Réponse : l'arrogance des classes dominantes, dont la loi El Khomri est un concentré. Deux bonnes raisons de continuer à nous mobiliser.

SECRET DES AFFAIRES : AU SERVICE DES MULTINATIONALES

Au procès Luxleaks, le procureur du Luxembourg a requis 18 mois de prison contre Antoine Deltour et Raphaël Halet, deux salariés du cabinet d'audit PwC accusés « d'anticapitalisme », de « vol » et de « violation de secret professionnel ».

Leur crime: avoir dévoilé les méthodes par lesquelles la législation du Luxembourg permet à des multinationales d'économiser des milliards d'impôts. Atteinte impardonnable au secret des affaires, au cœur de la « directive » votée au Parlement européen le 14 avril !

La définition du « secret des affaires » est tellement large que toute information interne à l'entreprise pourrait en faire partie. Avec la menace pour quiconque oserait dénoncer des pratiques illégales ou des conversations de se voir lourdement condamné. Après les Panama Papers et autres scandales, l'heure n'est pourtant pas à protéger le secret des affaires

Si nos idées t'intéressent, n'hésite pas à nous contacter : npa.poissy@gmail.com
Ou à joindre les diffuseurs : Tél : 06 80 73 86 77